

HISTOIRE D'UN MATHÉMATICIEN DE CAEN :

LUDOVIC ZORETTI

par Pierre Ageron (Caen)

Né le 29 juin 1880 à Marseille, Ludovic Zoretti n'a que trois ans lorsqu'il perd son père, modeste commis d'origine italienne. A l'âge de dix ans, il est reçu premier à un concours ouvrant droit à une bourse d'études et commence en 1891 de très brillantes études secondaires au lycée de Marseille : il obtient en 1897 le baccalauréat avec mention très bien. Reçu premier à l'École normale supérieure et deuxième à l'École polytechnique, il choisit la première en 1899. Il est ensuite reçu premier à l'agrégation de mathématiques en 1902. Cette année-là, Émile Borel lui confie la rédaction des « Leçons sur les fonctions méromorphes » qu'il a professées au Collège de France. Borel se montre satisfait du résultat :

« Je tiens à remercier M. Ludovic Zoretti de la rapidité et du soin avec lesquels il a accompli la tâche qu'il avait assumée, et à me féliciter de la distinction avec laquelle il s'en est acquitté. Paris, 4 décembre 1902 »

Zoretti est reçu docteur en janvier 1905 avec une thèse d'analyse mathématique intitulée « Sur les fonctions analytiques uniformes qui possèdent un ensemble parfait discontinu de points réguliers ». Le jury rassemble Paul Painlevé (qui a guidé ses recherches), Paul Appell et Jacques Hadamard. Cette thèse suscite aussi l'intérêt d'autres grands mathématiciens déjà célèbres, mais plus proches par l'âge de Zoretti,

comme Émile Borel, déjà cité, et Henri Lebesgue. Alors qu'il s'interroge sur son propre avenir, le deuxième écrit au premier le 11 mars 1905 :

« Les prochaines mises à la retraite Saint-Germain, Méray sont encore éloignées (...) Dois-je demander une nouvelle fois le Collège de France ? (...) je dois penser au dommage que je cause à mes successeurs (...) n'évincerons-nous pas pour cela des gens intéressants comme Zoretti par exemple, aux résultats duquel il faudra que j'attèle quelque jour mes talents de simplificateur. »

De 1904 à 1908, Zoretti enseigne dans la classe préparatoire à l'École navale du lycée de Rochefort. Il se marie en 1906. En 1908, il est nommé maître de conférences à la Faculté des sciences de Grenoble ; parallèlement il est en 1908-1909 chargé du cours Peccot au Collège de France, comme l'ont été Borel et Lebesgue. Il y professe des « Leçons sur le prolongement analytique » publiées en 1911. En 1911 enfin, il est chargé de cours, puis professeur de mécanique rationnelle et appliquée à la Faculté des sciences de Caen (en tant mathématicien pur, on l'aurait plus volontiers imaginé sur la chaire de calcul différentiel et intégral, mais Charles Riquier y était solidement installé depuis 1886, et après tout Zoretti avait consacré sa thèse complémentaire à des questions de mécanique).

Dans ce curriculum vitae apparemment sans faute, on peut pourtant relever des ombres : pour en prendre la mesure exacte, une étude approfondie de l'œuvre mathématique de Zoretti serait nécessaire. Je ne l'ai pas encore entreprise, mais voici cependant quelques observations de départ.

En 1909, il publie dans les *Annales scientifiques de l'École normale supérieure* un article sur une question délicate : les liens entre différentes conceptions mathématiques de la notion intuitive de ligne courbe, principalement celle de Cantor et celle de Jordan. Il introduit à ce sujet une notion de « continu irréductible entre deux points » et démontre des résultats d'une élégance remarquable. Ce sont des questions à la mode, et son travail intéresse vivement. Mais le 5 juin 1910, le géomètre hollandais Brouwer montre par des contre-exemples que les raisonnements contiennent de sérieuses erreurs et assène :

« La structure du continu irréductible est loin d'être aussi simple que ne le ferait croire l'étude de M. Zoretti. »

Dans diverses notes, Zoretti reconnaît les erreurs en les minimisant, puis répond par un nouvel article qui paraît alors qu'il vient

d'arriver à Caen. Mais dans une carte postale à la mathématicienne anglaise Grace Young datée du 13 février 1913, Brouwer écrit :

« Le dernier papier de Zoretti qui vient juste de paraître dans les *Acta mathematica* est à nouveau plein d'erreurs. Vous ne devriez pas perdre votre temps à le lire. »

Et comme si cela ne suffisait pas, voilà qu'en 1914, Adolf Hurwitz, professeur à Zurich, signale à son tour des erreurs commises par Zoretti, cette fois dans les « Leçons sur le prolongement analytique » données par Zoretti au Collège de France.

Ce genre d'affaire est ennuyeux pour la réputation, encore mal assise, d'un jeune mathématicien. Zoretti est-il humilié ? découragé ? Ce qui est certain, c'est qu'il interrompt à cette époque, et pour toujours, son activité de recherche mathématique. Après 1914, ses seules publications mathématiques sont des ouvrages pédagogiques, d'abord ces volumineuses et innovantes *Leçons de mathématiques générales* (1914, rééd. 1925), élogieusement préfacées par Appell, et au sujet desquelles Lampe, professeur à Berlin, note en 1914 :

« Le livre est écrit avec l'élégance bien connue des œuvres mathématiques françaises par un enseignant expérimenté de la Faculté de Caen. »

(elles correspondent en réalité à l'enseignement de Zoretti à Grenoble) ; ensuite une série de cours de mécanique professés à Caen, puis les cours par correspondance du CCEO.

Inspiré par l'expérience de Paul Janet qu'il a pu observer à Grenoble, Zoretti fonde et dirige en 1914 au sein de la Faculté des sciences de Caen un institut de sciences appliquées, bientôt nommé *Institut technique de Normandie* (ITN). L'ITN se développe rapidement à partir de 1917, accueillant bientôt une majorité d'élèves étrangers. Il anticipe ainsi la création des IUT. Avec des industriels normands, Zoretti mène un projet pour fonder un ensemble d'institutions d'enseignement technique associant universitaires et professionnels ; celui-ci échoue pour raisons d'opinions politiques divergentes.

C'est qu'à son activité scientifique, Zoretti a substitué une activité politique et syndicale hors du commun. En 1914, il adhère à la SFIO. En 1917, il adhère — chose rarissime pour un universitaire — à la CGT. À Caen, on l'appelle l'« ouvrier intellectuel ». Avec sa secrétaire de l'ITN, Marie Langlois, dite « la vierge rouge » ou « l'amazone rouge », ils furent l'âme de la Fédération socialiste du Calvados et de l'Union départementale de la CGT pendant 25 ans.

Pendant la Grande guerre, il est en sursis d'appel à cause de sa forte myopie. En février 1917, une pétition pacifiste est saisie à son domicile. Après 1918, Zoretti accompagne toutes les poussées de fièvre ouvrières et mène pour l'extrême gauche le combat électoral sur la ville de Caen, non sans succès malgré la domination écrasante du camp conservateur. Cependant, après le congrès de Tours, il ne rejoint pas le groupe local de la SFIC (qui est créé dès janvier 1921) et s'oppose vivement aux communistes, qui le considèrent comme un renégat.

Au sein de la CGT, il crée en 1921, il crée une fédération des enseignants du secondaire et du supérieur, qu'on appela longtemps la « fédération Zoretti ». Le syndicalisme universitaire se doit, pour lui, de réfléchir aux objectifs, moyens et méthodes de l'enseignement. En 1918, il écrit *Éducation : un essai d'organisation démocratique*, où il prône l'accès gratuit des masses à l'enseignement secondaire et la sélection par le mérite, dans le cadre d'une école obligatoire pour tous jusqu'à 18 ans et unique jusqu'à 15 ans (reprise par le plan Langevin - Wallon en 1947, l'idée de l'école unique ne sera mise en œuvre qu'en 1975).

« Tranchons le mot, tout notre système d'enseignement français est un enseignement de classes. L'école unique résout simultanément deux questions : elle est l'enseignement démocratique et elle est la sélection par le mérite. »

Dans les années qui suivent, il multiplie les articles dans des journaux tels que *Le Populaire de Paris*, *Le Populaire du Centre*, *Le Peuple*, *Floréal*, *La Forge*, *La Revue du mois*, *l'Avenir*, *l'École émancipatrice*, *la Revue de l'enseignement primaire*, *la Nouvelle revue socialiste*, *la Bataille socialiste*, *le Populaire normand*.

Il crée et dirige lui-même d'autres titres : l'hebdomadaire socialiste *le Pays normand* (1921-1939), dont il signe les éditoriaux, et le trimestriel *Éducation et culture* (1937-1939), revue d'éducation internationale et de culture ouvrière publiée simultanément à Caen et à Prague qu'il dirige avec V. Prihodo, de l'Université Charles de Prague, et compte dans son comité de patronage Léon Jouhaux, Paul Langevin, Henri Wallon. Il publie deux autres livres : *L'éducation nationale et le mouvement ouvrier en France* en 1925 et *Élite, sélection, culture* en 1935. Ses idées sur la nécessité de « la formation de l'esprit critique des masses » deviennent la doctrine officielle de la CGT, et il est à l'origine de la création d'une *Université libre pour travailleurs* organisée par la CGT.

Le 15 mars 1931, candidat au Conseil général sur le canton de Caen-ouest, Zoretti obtint 334 voix contre 1645 au candidat de droite, cependant qu'à Caen-est, canton plus populaire, Émile Mougins est le premier socialiste à entrer au Conseil général du Calvados.

Toujours pacifiste, il crée en 1938, il crée au sein de la SFIO la tendance *Redressement pour la construction du socialisme et la paix*, qui appelle au « désarmement général enfin accompli par la collaboration des peuples dans le cadre d'états libérés de la tutelle des trusts et des banques. » Il approuve les accords de Munich. Dans le *Pays normand*, il accuse Léon Blum de vouloir faire tuer des millions de Français « pour rendre la vie plus facile aux cent mille juifs des Sudètes ».

En septembre 1939, son nom figure sur le manifeste *Paix immédiate* de l'anarchiste Louis Lecoq, signé par plusieurs intellectuels connus, ce qui provoque un certain émoi. Mais sa signature semble avoir été détournée.

Plus grave, Zoretti écrit au président du parti socialiste suisse pour solliciter une intervention des pays neutres contre la guerre ; sa lettre, qui attaque violemment Léon Blum, lui vaut d'être exclu de la SFIO le 7 décembre 1939 par quatre voix contre trois. C'est alors que le contrôle postal intercepte un bulletin où il exprime son point de vue sur les événements : inculpé pour avoir ainsi publié des informations de nature à exercer une influence fâcheuse sur l'armée, Zoretti est suspendu de l'enseignement par le gouvernement Daladier. En 1940, c'est finalement pour le seul motif de ne pas avoir soumis son bulletin au visa de censure qu'il est condamné à six mois de prison avec sursis. Mais le gouvernement de Vichy, qui n'a aucune sympathie pour ce professeur socialiste et syndicaliste, confirme sa révocation, et le remplace par Robert Fortet.

En 1941, il publie *France, forge ton destin*, livre où il oppose la dégénérescence de la France, attribuée aux Juifs (il relève 29 Lévy dans l'annuaire des anciens polytechniciens pour seulement 15 Dubois et 14 Durand), aux qualités du peuple allemand et du régime nazi. « Quel sera le chef de la future Europe ?, conclut-il : ce ne peut être que l'Allemagne. » Dans un autre livre resté inédit, *Les deux dernières années de la SFIO*, il dénonce la mainmise de la « juiverie belliciste » sur le parti socialiste. Cette année-là, il se rapproche de Marcel Déat. Interrogé par le juge d'instruction en 1946, il racontera ainsi leur rencontre :

« Je me trouvais chez Déat le jour même où le RNP prenait naissance, le 30 ou le 31 janvier 1941. Déat m'a donné un exemplaire du manifeste qui venait d'être rédigé. Le point qui a particulièrement retenu mon attention, c'est le parti pris d'abandon des anciennes étiquettes de droite et de gauche et le rassemblement des Français de bonne volonté. C'est pourquoi, rentré à Caen, je tentais la création d'une section. Je fis un communiqué anonyme dans les journaux. »

Et voici le texte de ce communiqué :

« Nous invitons à adhérer, quelles que soient leurs appartenances politiques anciennes, quelles que soient leurs convictions religieuses ou philosophiques, tous ceux qui sont partisans d'une franche collaboration franco-allemande, pour faire l'Europe, pour lutter contre le désordre, contre le chômage et contre les trusts, pour la suppression du prolétariat et du profitariat. Vichy ne représente plus rien, notre mouvement représentera la France saine, il organisera la prospérité et la paix. »

La section RNP de Caen est créée. À la stupeur générale, elle est hébergée 28 rue Saint-Pierre, à la Maison du peuple, le local de la CGT ! Mais elle ne recrute guère : à gauche, l'indignation des ouvriers et des fonctionnaires est grande ; à l'extrême droite, l'image de gauchiste de Zoretti fonctionne comme un repoussoir. Les repères politiques sont tellement brouillés que, note le préfet de l'époque :

« À tort ou à raison, Monsieur Zoretti passe pour un sympathisant communiste. »

ce qui étonne quant on sait que Zoretti, très brouillé avec les communistes, écrivait « n'importe quel régime nous semble préférable au régime révolutionnaire stalinien. »

Publié en 1994, le témoignage de Georges Alliot, élève de l'Institut technique de Normandie en 1939-1940, confirme la grande confusion idéologique de l'époque :

« Bien que nous fussions en guerre, il n'y avait aucune propagande politique à l'Université... C'est ainsi que nous fûmes très surpris quand un de nos professeurs fut suspendu, parce qu'il était communiste, au moment du pacte Hitler-Molotov. »

Ceux des militants locaux du RNP qui proviennent de l'extrême droite sont déterminés à évincer Zoretti, et y parviennent dès juin 1941. En 1942, celui-ci quitte Caen pour Antibes, tout en demeurant l'un des treize membres de la de la commission permanente nationale du RNP.

Le 13 mai 1944, Marcel Déat, devenu ministre du travail, obtient sa réintégration : il est affecté à l'École de Rouen, qui dépend de l'Université de Caen.

Après la Libération, Zoretti fut condamné à mort par contumace à Caen. En juin 1946, il fut arrêté dans le Var où il vivait sous la fausse identité de Zamora, et emprisonné à Draguignan. Son procès fut alors rouvert, et il fut jugé à Caen le 8 octobre 1946. Voici le début du

compte-rendu d'audience dans *Liberté de Normandie* du 9 octobre 1946. Il montre l'indifférence populaire qui s'est rapidement manifestée face aux procès de l'épuration :

« Le temps dispense l'oubli, nous en avons eu une preuve nouvelle hier après-midi, en Cour de justice, où comparait Ludovic Zoretti. Vingt sept mois après la libération, c'est à peine une centaine de personnes qui assistaient à l'audience, alors que trois mois après le jour "J", on se serait écrasé pour voir juger le même homme.

Ludovic Zoretti. Quel est l'intellectuel caennais qui ne l'a pas connu ? Quel est l'ouvrier, le syndicaliste surtout qui n'a pas écouté ce grand militant de la CGT et du parti SFIO. Sa silhouette était partout connue. Sa parole, si elle n'était pas celle d'un grand orateur, était néanmoins convaincante par la précision des arguments et l'exactitude du vocabulaire employé.

Zoretti fut toujours un pacifiste. On ne lui reprochera pas d'avoir attendu la guerre ou l'occupation pour manifester cette haine de la guerre, car entre 1919 et 1939 il fut un propagandiste acharné de la paix.

Ce qu'on lui reproche, c'est d'avoir tenu des propos, d'avoir écrit des articles, d'avoir écrit un livre "France, forge ton destin", en 1941, à une époque où il fallait concentrer toute l'énergie du peuple vers la lutte contre l'occupant et dans lequel il tentait de faire admettre aux Français le principe de la défaite honteuse, par un parallèle entre notre jeunesse et la jeunesse allemande, pas du tout en notre faveur. »

La Cour de justice du Calvados condamna Zoretti à huit années de réclusion, ainsi qu'à l'indignité nationale (dont il fut relevé peu après). Incarcéré jusqu'en février (ou mai ?) 1947 à la prison de Caen, il fut ensuite transféré à Fresnes, puis au camp de Carrère près de Villeneuve-sur-Lot où il vécut dans des conditions assez misérables parmi un millier de détenus politiques auprès desquels il continua son activité d'enseignement. Très affecté par le décès de sa femme en décembre 1947, devenu presque aveugle, il fut terrassé dans son sommeil par une crise cardiaque le 22 janvier 1948. Il est enterré auprès de sa femme à Antibes.